

République Française

ENREGISTREMENT
PREFECTURE LOIR-ET-CHER
N° 3 798

Direction de la Réglementation

4ème BUREAU

AT/MC

N° 76 196

PREFECTURE DE LOIR-ET-CHER

404

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Installation d'un chantier de récupération de ferrailles et métaux à SALBRIS dans la zone industrielle par M. LE GAC.

LE PREFET,

COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE,

VU la loi du 19 Juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son titre II ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 pris pour l'application de ladite loi et notamment son titre 1er ;

VU le décret du 20 Mai 1953 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en vertu de l'article 44 du décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 ;

VU la demande présentée le 19 Mars 1986 par M. LE GAC à l'effet d'être autorisé à exploiter à SALBRIS, Zone Industrielle, un chantier de récupération de véhicules hors d'usage et de métaux, rangé sous le n° 286 de la nomenclature ;

VU les plans et autres pièces réglementaires annexés à ladite demande ;

VU le dossier de l'enquête publique à laquelle le projet a été soumis à la mairie de SALBRIS pendant 30 jours consécutifs du 12 Juin au 11 Juillet 1986 inclus ;

VU l'avis du Commissaire-Enquêteur en date du 16 Juillet 1986 ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipement en date du 10 Juin 1986 ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 2 Juin 1986 ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 1er Juillet 1986

VU l'avis de M. le Directeur Départemental des Services de Secours et de Lutte contre l'Incendie en date du 21 Mai 1986 ;

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, Inspecteur des Installations Classées, en date du 26 Août 1986

.../...

VU l'avis exprimé par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 29 Septembre 1986 sur les prescriptions envisagées ;

CONSIDERANT que le projet d'arrêté statuant sur sa demande a été notifié à M. LE GAC le **15 OCT. 1986** et que celui-ci n'a présenté aucune observation dans le délai de 15 jours qui lui était imparti ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de LOIR-et-CHER,

A R R E T E

=====

ARTICLE 1er : L'exploitation et l'installation indiquée ci-dessus est autorisée sous réserve des droits des tiers et à charge par M. LE GAC de se conformer aux conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 2 : Les installations seront implantées et réalisées conformément aux plans joints au dossier accompagnant la demande, c'est-à-dire sur la parcelle cadastrée 67 p représentant une surface de 5.000 m2, au lieu-dit "Le Bas Boulay", route de de Nouan-le-Fuzelier, 41300 - SALBRIS.

ARTICLE 3 : Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification des installations ou de leur mode d'exploitation doivent être portées à la connaissance du Préfet, Commissaire de la République, avant leur réalisation.

I - EMBLEMENTS

ARTICLE 4 : Une ou plusieurs aires spéciales, nettement délimitées, seront réservées pour la préparation des moteurs des véhicules automobiles ainsi que pour le dépôt des copeaux, tournures, pièces, matériels, etc..., enduits de graisses, huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers, etc...

Une distance minimale de 8 mètres devra être respectée entre la clôture du chantier et les dépôts de produits inflammables et matières combustibles situés sur le chantier.

ARTICLE 5 : Un emplacement spécial sera réservé pour le dépôt et la préparation

- a) des objets suspects et volumes creux, non aisément identifiables, ainsi que les volumes creux, clos, ne présentant aucun dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc...) en vue de leur remplissage ou de leur vidange
- b) des volumes creux comportant un dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc...) en vue de leur remplissage ou de leur vidange (bidons, fûts, enveloppes métalliques diverses) ainsi que les tubes de formes diverses susceptibles de contenir des produits dangereux.

II - AMENAGEMENTS DU CHANTIER ET IMPLANTATION DE MATERIELS

ARTICLE 6 : Afin d'en interdire l'accès, ce dépôt sera entouré d'une clôture grillagée efficace et résistante, d'une hauteur minimale de 2 mètres.

Cette clôture devra être doublée extérieurement par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes.

.../...

ARTICLE 7 : En l'absence de gardiennage, toutes les issues seront fermées à clef en dehors des heures d'exploitation.

ARTICLE 8 : A l'intérieur du chantier, une ou plusieurs voies de circulation seront aménagées à partir de l'entrée jusqu'au poste de réception et en direction des aires de dépôt.

ARTICLE 9 : Les machines et matériels fixes seront implantés dans les zones du chantier les plus éloignées des habitations.

Ils seront installés de façon que les vibrations transmises par le sol ne soient pas susceptibles de gêner le voisinage.

ARTICLE 10 : Le sol des emplacements spéciaux prévus aux articles 4 et 5 sera imperméable et en forme de cuvette de rétention.

Des dispositions seront prises pour recueillir, avant écoulement sur le sol, les hydrocarbures et autres liquides pouvant se trouver dans tout conteneur ou canalisation.

Des récipients ou bacs étanches seront prévus pour déposer les liquides, huiles, etc., récupérés.

ARTICLE 11 : Les locaux d'exploitation et postes de travail seront aménagés conformément aux dispositions de la législation du travail et de la santé publique.

III - PREVENTION DES NUISANCES

BRUIT

ARTICLE 12 : Le dépôt sera équipé et exploité de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 Août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées lui sont applicables.

ARTICLE 13 : L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 14 : Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront répondre aux règlements en vigueur, en particulier aux exigences du décret n° 69.380 du 18 Avril 1969 et des textes pris pour son application.

ARTICLE 15 : Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en limite de propriété en se référant aux valeurs ci-après des niveaux acoustiques limites admissibles.

- . 65 dB (A) de jour,
- . 60 dB (A) en période intermédiaire ainsi que les dimanches et jours fériés,
- . 55 dB (A) de nuit.

POLLUTION DES EAUX

ARTICLE 16 : Les eaux pluviales, eaux de lavage et tous liquides qui seraient accidentellement répandus sur les emplacements spéciaux prévus aux articles 4 et 5 seront collectés dans un bassin assurant un temps de rétention moyen minimum de 24 heures.

Le contenu de ce bassin sera entretenu de manière à conserver son étanchéité.

ARTICLE 17 : Le nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement des déchets liquides (soit le contenu du bassin de rétention, soit les produits recueillis à la surface du bassin et séparés par le déshuileur), des précisions sur leur destination et le traitement qu'ils subissent seront communiqués à l'Inspecteur des Installations Classées. Dans le cas où le traitement subi s'avèrerait insuffisant, l'Inspecteur pourra prescrire toutes dispositions ou mesures qu'il jugera indispensable à cet égard.

ARTICLE 18 : Conformément au décret n° 85.387 du 29 Mars 1985 portant réglementation de la récupération des huiles usagées, les huiles usagées seront recueillies et stockées dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec l'eau ou tout autre déchet non huileux.

Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret du 29 Mars 1985, les huiles usagées seront soit remises à un ramasseur agréé, soit transportées par le détenteur et mises directement à la disposition d'un éliminateur ayant obtenu l'agrément prévu par l'article 8 du décret susvisé.

ARTICLE 19 : L'élimination des huiles usagées fera l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées.

A cet effet, l'exploitant ouvrira un registre mentionnant :

- . l'origine, la quantité,
- . le nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, date de l'enlèvement,
- . la destination précise des déchets : lieu et mode de récupération ou d'élimination finale.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets seront annexés au registre prévu ci-dessus et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

POLLUTION DE L'ATMOSPHERE

ARTICLE 20 : Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Des mesures seront prises pour éviter la dispersion des poussières, en particulier :

Les voies de circulation seront entretenues et arrosées en saison sèche en tant que de besoin.

.../...

INCENDIE

ARTICLE 21 : La quantité de stériles sera limitée à 300 mètres/cubes.

ARTICLE 22 : Les opérations de découpage au chalumeau ne pourront être effectuées à moins de huit mètres des dépôts prévus aux articles 4 et 5 ainsi que de tous dépôts de produits inflammables ou matières combustibles.

Si des véhicules sont découpés au chalumeau, ils devront être préalablement débarrassés de toutes matières combustibles et liquides inflammables.

Il est interdit de fumer à proximité et sur les zones :

- de broyage des véhicules,
- prévues aux articles 4 et 5,
- réservées aux dépôts de stériles, liquides inflammables.

Cette interdiction, précisée dans le règlement du chantier, sera affichée sur les lieux de travail aux postes ci-dessus indiqués.

EXPLOSION

ARTICLE 23 : Il est interdit d'entreposer sur le chantier des explosifs, munitions, tous engins ou parties d'engins, matériels de guerre (cette interdiction ne vise par les établissements agréés par le Ministère des Armées en vue de leur destruction)

Lorsque dans les déchets reçus, il sera découvert des engins, parties d'engins ou matériels de guerre, des objets suspects ou des lots présumés d'origine dangereuse, il sera fait appel sans délai à l'un des services suivants :

- Service de déminage (dans la mesure où le poids du lot n'excède pas une tonne),
- Service des munitions des armées (terre, air, marine),
- Gendarmerie nationale ou tout établissement habilité en exécution d'un contrat de vente ou de neutralisation.

L'adresse et le numéro de téléphone seront affichés dans le bureau du préposé responsable du chantier.

Toute manipulation d'explosifs, munitions, engins ou parties d'engins et matériels de guerre ainsi que des objets suspects et corps creux sera effectuée conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.

RONGEURS - INSECTES

ARTICLE 24 : Le chantier sera mis en état de dératisation permanente.

.../...

Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées pendant une durée d'un an.

La démoustication sera effectuée en tant que de besoin.

IV - LUTTE CONTRE L'INCENDIE

ARTICLE 25 : Dès qu'un foyer d'incendie sera repéré, il devra être immédiatement et efficacement combattu.

ARTICLE 26 : A cet effet, on disposera sur le chantier, en des endroits visibles et accessibles en toutes circonstances des extincteurs portatifs, en nombre suffisant et en rapport avec les risques à défendre (extincteurs homologués à poudre de 9 kg.)

Ces extincteurs seront maintenus en bon état de fonctionnement.

Des bidons de 200 litres d'eau avec couvercle de protection et récipients de projection devront être présents sur le site.

Le poteau d'incendie existant devra être de type normalisé (NFS 61213) et capable de débiter 17 l/s. sous un bar.

ARTICLE 27 : Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

V - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 28 : L'exploitant devra présenter, à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées, la justification des moyens d'élimination des stériles, huiles et graisses, produits pétroliers, produits chimiques divers, pendant une durée d'un an.

Il notera la nature et les quantités des produits éliminés.

ARTICLE 29 : Tout véhicule automobile hors d'usage ne devra pas séjourner en l'état, sur le chantier, plus de trois mois.

Un maximum de 40 véhicules hors d'usage sera stocké sur le site.

ARTICLE 30 : Les conditions ci-dessus fixées et celles qui le seraient ultérieurement dans des arrêtés complémentaires pour la sauvegarde des intérêts du voisinage, de la santé publique ou de l'agriculture ne pourront en aucun cas ni à aucune époque faire obstacle à l'application des dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 31 : Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessitera une nouvelle demande d'autorisation.

ARTICLE 32 : La présente autorisation cessera de produire son effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf le cas de force majeure.

.../...

ARTICLE 33 : Si l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration dans le mois qui suivra la prise en charge de l'exploitation.

Si l'installation cesse d'être exploitée, le Préfet, Commissaire de la République, devra en être informé dans le mois qui suivra cette cessation.

Le site de l'installation devra être remis dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi N° 76.773 du 19 Juillet 1976.

ARTICLE 34 : Les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76.663 du 19 Juillet 1976, devront être déclarés sans délai à l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 35 : Les infractions ou l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par la loi n° 76.663 du 19 Juillet 1976.

ARTICLE 36 : Le présent arrêté sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture. Une ampliation sera notifiée :

- 1°) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal au pétitionnaire,
- 2°) à M. le Maire de SALBRIS,
- 3°) à M. le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- 4°) à M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- 5°) à M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, Région Centre
Inspecteur des Installations Classées, chargé de vérifier si les prescriptions imposées sont respectées,
- 6°) à M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- 7°) à M. le Directeur Départemental des Services de Secours et de Lutte contre l'Incendie,
- 8°) à Mme le Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République de l'arrondissement de SALBRIS.

ARTICLE 37 : En vue de l'information des tiers :

- 1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SALBRIS.
- 2°) un extrait énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.
- 3°) un avis sera inséré aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le département.

ARTICLE 38 : MM. le Secrétaire Général de LOIR-et-CHER, le Maire de SALBRIS et le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, Région Centre, Inspecteur des Installations Classées sont chargés de l'exécution du présent arrêté.



BLOIS, le 21 NOV. 1986

LE PREFET,
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE,

Préfet, Commissaire de la République

et par délégation
Le Secrétaire Général

Michel GAUDIN

Marcel BRUNA